

## **Pesticides: malgré les preuves scientifiques, l'immobilisme**

Agnès Lanoëlle; a.lanoelle@sudouest.fr

**Impuissance des élus, silence des services de l'État... Six ans après les premières alertes démontrant que la plaine d'Aunis (17) est contaminée par les pesticides, aucune décision forte n'a été prise**

**Aucune mesure prise**

**La colère monte**

**Que fait l'ARS?**

**Une réponse surprenante**

Ici, quand on cherche, on trouve. En quelques années, la plaine d'Aunis, qui entoure La Rochelle, reconnaissable à ses vastes champs de cultures céréalières, est devenue l'endroit de France qui attire les médias à chaque annonce de résultats épidémiologiques. Le constat serait le même dans bon nombre de territoires cultivés mais, en 2018, l'association Avenir Santé Environnement, qui réclame une sortie des pesticides, a mis les pieds dans le plat. Dans un département qui figure dans le peloton de tête des plus gros acheteurs de glyphosate et autres produits phytosanitaires, plus personne ne peut feindre la surprise.

Les études épidémiologiques s'enchaînent, les scandales sanitaires aussi. Taux records de prosulfocarbe dans l'air, seuil dépassé de chlorothalonil dans l'eau potable qui a contraint les autorités à fermer de nombreux captages, et maintenant présence confirmée de produits toxiques interdits dans l'organisme d'un groupe d'enfants âgés de 3 à 17 ans... Les données scientifiques s'accumulent. «Peu importe la dose. Les pesticides ont été créés pour tuer. Il ne faut donc pas être surpris de leurs effets toxiques. Nous sommes tous très exposés. L'usage des pesticides, c'est comme un lion en cage. Et force est de constater qu'ici, le lion n'est plus en cage», martèle à chacun de ses passages en terres maritimes la toxicologue et directrice de recherches Laurence Huc, qui travaille sur le sujet depuis plus de vingt ans.

**Pourtant, six ans après les premières alertes scientifiques démontrant un «excès de risque» de cancers pédiatriques dans la commune de Saint-Rogatien, rien n'a bougé en plaine d'Aunis. Aucune décision n'a été prise afin d'enrayer l'usage de produits qui polluent tous les milieux ou afin d'accompagner des agriculteurs pour sortir des pesticides. Pourquoi ne se passe-t-il rien?**

Les élus du territoire assurent être impuissants face à une «question des pesticides qui nous dépasse tous», estime Marc Maigné, maire de Nieul-sur-Mer et en charge du contrat local santé communautaire. «Nous, collectivités, nous n'avons pas la compétence santé. Les clés se trouvent aux niveaux national et européen. En juillet 2022, quand nous écrivons au ministre pour réclamer un moratoire sur l'utilisation du prosulfocarbe, le gouvernement a accusé réception et transféré le dossier à l'Anses [Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail, NDLR]. Mais, depuis, tout ça s'est perdu

dans les limbes et cela n'a débouché sur aucune mesure. Pire, l'Union européenne a validé la commercialisation du glyphosate pour dix ans et le gouvernement a mis en stand-by le plan éco-phyto. Le souci de nos gouvernements est de maintenir un système agricole viable et, s'il fallait en sortir, on mettrait à genoux toute une profession. On navigue entre deux eaux», reconnaît l'élue. La Communauté d'agglomération a bien financé des études et une médiation. Mais ça s'arrête là.

Au lendemain d'un week-end bien chargé avec l'organisation des résultats du projet Neext (Nos enfants exposés aux toxiques), les membres d'Avenir Santé Environnement auraient pu afficher une certaine satisfaction. L'importance de l'événement a attiré la presse nationale («Le Monde», «Libération», BFMTV...). Médiatiquement, le pari est réussi. Mais la déception est grande, et la colère monte. Hormis Marc Maigné, aucun maire de l'agglomération ne s'est affiché aux côtés des manifestants. «À quoi bon? Pèse-t-on vraiment dans le débat? Pourquoi si peu d'élus? Quel message pensent-ils envoyer?» interroge Gwenaëlle Mondet, référente du pôle recherches au sein de l'association.

«Tout le monde botte en touche. Qui a fait quoi? On produit des données, on actualise les études tous les ans, ça suscite de l'émoi, mais tout le monde se regarde le bout du nez. On nous renvoie toujours au temps long. Mais pendant combien de temps va-t-on continuer de boire de l'eau avec des fongicides? Les responsables, ce sont ceux qui délivrent les autorisations de commercialisation», dénonce sans relâche Franck Rinchet Girollet, son président.

Depuis le début des révélations, les services de l'État se gardent bien de participer au débat. Interpellé par le sénateur socialiste Mickaël Vallet, rare élu qui était à la marche de samedi, le préfet de Charente-Maritime, Brice Blondel, a confessé bien malgré lui un immobilisme total. «Peut-être vous semble-t-il qu'on a trop tardé, ce n'est pas impossible. Il faut qu'on regarde comment avancer. Aujourd'hui, je ne sais pas comment, mais ça ne doit pas nous empêcher d'y travailler», a-t-il déclaré devant tous les conseillers généraux en ce début de semaine.

Quant à l'Agence régionale de santé (ARS), chargée de faire appliquer la politique de santé du gouvernement dans les départements, elle n'est jamais montée au créneau sur le sujet, n'a jamais sollicité de rendez-vous avec les lanceurs d'alerte, n'a jamais initié une quelconque campagne, ce que beaucoup d'élus lui reprochent aujourd'hui. «Où est l'ARS?» a-t-on encore entendu lors du dernier conseil communautaire de l'Agglomération de La Rochelle.

Sollicité en début de semaine par «SudOuest», l'établissement public s'est fendu d'une étonnante réponse. Il rappelle qu'il a saisi Santé publique France, à deux reprises, en 2018 et 2022, «à la suite des suspicions de leucémies infantiles dans la commune de Saint-Rogatien et aux résultats d'une campagne de mesure des pesticides dans l'air réalisée par Atmo Nouvelle-Aquitaine». Ce qui l'amène à cette conclusion: «Santé publique France a indiqué qu'il était préférable de s'appuyer sur des études nationales à plus large échelle, les investigations de clusters en lien avec des facteurs de risque environnementaux ne parvenant que rarement à être conclusives en raison du faible nombre de cas, de la multi-exposition et de nombreux facteurs de risque...»

Les résultats d'une nouvelle étude réalisée à partir des registres sur les cancers pourraient être bientôt dévoilés. Celle-ci pourrait confirmer de nouveau que des enfants d'une certaine catégorie d'âge auraient un risque quatre fois grand d'être atteints. Mêmes causes, mêmes effets. Faudra-t-il encore s'en émouvoir?

**«Tout le monde botte en touche. Qui a fait quoi?»**

«Les pesticides ont été créés pour tuer. Il ne faut donc pas être surpris de leurs effets toxiques»